

Subsides

Je voudrais maintenant parler de la documentation de base que l'ancien ministre de l'Agriculture, le député d'Elgin et moi-même avons réunie grâce à notre comité d'expansion économique. Le ministère de l'Environnement, le ministère des Relations fédérales-provinciales, le ministère de l'Énergie, des Mines et des Ressources se sont consultés au sujet de l'avenir de l'ARAP. J'ai écouté avec beaucoup d'intérêt les observations que le député de Qu'Appelle-Moose Mountain a formulées à ce sujet. Le ministre le sait, c'est en 1969, sauf erreur, que l'ARAP a été enlevée au ministère de l'Agriculture. Je crois savoir que le ministre a formulé deux ou trois observations lors d'une réunion récente du groupe de travail agricole de la Canwest Foundation à Calgary, réunion que présidait Harold Horner, observations qui portent à croire qu'il serait disposé à intégrer de nouveau l'ARAP au ministère de l'Agriculture. Ma question se voudrait en quelque sorte une instance. Le député de Qu'Appelle-Moose Mountain a signalé à juste titre le grand nombre d'acres de terrains qui sont laissés à l'abandon dans certaines régions de notre pays et notamment dans les provinces Maritimes, et il fait état des connaissances et de l'expérience que l'ARAP a acquises—celui qui cultive les peupliers doit bien un jour ou l'autre faire drainer sa terre. Nous devons nous rappeler que si notre gouvernement a signé un accord spécial pur l'Est de l'Ontario, c'est en raison de l'abandon du programme ARDA qui s'appliquait à une partie de la région. Compte tenu de tout cela, le ministre songe-t-il sérieusement—je remarque que l'on envisage une étude ministérielle d'envergure de même qu'une mesure importante—à faire de l'ARAP un organisme vraiment national dans les Maritimes—je crois que c'est aussi une responsabilité provinciale—dans le sens de l'ancienne loi sur l'utilisation des terrains marécageux des provinces Maritimes? Cela m'intéresserait beaucoup. Je ne veux pas m'attarder là-dessus, mais j'aimerais savoir ce que le ministre en dit. Son prédécesseur et moi-même avons étudié la question en profondeur et nous étions sur le point de créer un groupe d'étude multipartite qui allait être présidé par le député de Medicine Hat. Le ministre songe-t-il à prendre la mesure dont j'ai parlé plus tôt?

Le vice-président: Le ministre pourra peut-être répondre à cette question plus tard, mais, pour le moment, le député de The Battlefords-Meadow Lake a la parole.

M. Anguish: Monsieur le président, j'aimerais, par votre entremise, faire quelques observations au ministre de l'Agriculture. L'agriculture a toujours été la grande industrie de la Saskatchewan, où se trouve ma circonscription. Bien qu'elle soit quelque peu reléguée dans l'ombre aujourd'hui par d'autres projets que l'exploitation de la potasse, de l'uranium et du pétrole lourd, l'agriculture restera toujours la première grande ressource de la Saskatchewan. Cependant, des commettants m'ont écrit et des associations agricoles ont exprimé leur inquiétude au Nouveau parti démocratique. Il y a, bien sûr, la question du tarif du Pas du Nid-de-Corbeau. Je redoute beaucoup que le gouvernement fédéral se montre plutôt dur à l'égard des céréaliers et je prévois qu'il va tenter de supprimer le tarif officiel. Même si une indemnité est versée aux agriculteurs, ils devront se montrer prudents, sinon ils devront finir par absorber la montée des coûts du transport de leurs produits.

● (2140)

Il y a aussi la question de l'énergie. Je me suis réjoui en entendant le ministre annoncer que les producteurs de denrées alimentaires seraient placés en tête de sa liste de priorités. Je remercie le ministre de cette attention.

Je suppose que la question suivante relèverait du ministère des Transports plutôt que du ministère de l'Agriculture, soit le transport du grain. Bon nombre de céréaliers de la Saskatchewan affirment qu'ils doivent se tenir près de la voie quand le train passe, sinon ils resteraient avec leur grain sur les bras, et ils disent aussi que les élévateurs sont souvent encombrés parce que le transport du grain laisse à désirer dans l'Ouest.

Dans un autre domaine, je crois que le ministre favorise la création d'un office national de commercialisation du bœuf. Je me demande souvent pourquoi le ministre s'opposerait à la création d'un tel organisme qui aiderait les producteurs à obtenir un bon prix pour leurs produits. Ils doivent compter sur un bon prix pour leur bétail, étant donné surtout l'argent investi dans les troupeaux, le temps et le travail qu'ils ont dû y consacrer. S'ils tenaient compte des heures de travail, bien des cultivateurs et des éleveurs ne toucheraient à peu près rien pour le bétail qu'ils vendent durant les périodes creuses de l'année.

J'aurais quelques reproches à adresser aux stations de recherche agricole qui, à cause de leur inactivité depuis quelques années, ont préparé la voie aux droits des phytogénéticiens, question sur laquelle le Nouveau parti démocratique n'est pas d'accord.

The Battlefords-Meadow Lake est une région agricole importante. En tant que député de la région, je ne suis pas d'accord en ce qui concerne les droits sur les nouvelles variétés de plantes. Je pense que nous nous aventurons en terrain très glissant, car une fois sorties des centres de recherche, ces découvertes tomberont entre les mains de grosses sociétés. Les agriculteurs se retrouveront à la merci de grosses compagnies comme Dutch Shell, par exemple.

Je suis inquiet devant le grand nombre de jeunes agriculteurs qui m'ont écrit ou qui ont communiqué avec moi lorsque je suis dans ma circonscription pour me parler de tout le travail qu'ils doivent faire en dehors de leur ferme, surtout l'hiver, pour arrondir leur fin de mois. Encore une fois j'estime que leur travail et leur investissement ne leur rapportent pas assez; ils n'ont pas de quoi vivre décemment. Lorsqu'ils comparent leur situation avec celle des travailleurs des scieries ou des mines, ils constatent que ces derniers font vivre leurs familles beaucoup mieux que les agriculteurs ou les éleveurs qui travaillent sur leur propre terre. Les agriculteurs travaillent peut-être beaucoup plus, mais sans que cela leur rapporte suffisamment. De nombreux jeunes fermiers doivent travailler dans des scieries ou des mines pour joindre les deux bouts. Cela fait beaucoup de tort à leur exploitation, car ils n'accordent pas autant d'attention qu'ils le devraient à leur ferme ou à leur élevage.

Je pense que l'agriculture périclité dans certaines régions, mais j'ai le plaisir de dire que ce n'est pas le cas en Saskatchewan. Récemment, M. Boyd Anderson, président de l'Association des municipalités rurales de la Saskatchewan, a pris la parole devant un groupe de citoyens de Medstead qui se trouve dans ma circonscription. Il a signalé que moins de 8 p. 100 des agriculteurs de l'Alberta et du Manitoba étaient âgés de moins